

<http://levenissian.fr/Vivre-un-tremblement-de-terre-dans>



# Vivre un tremblement de terre dans un pays sans service public

- Internationale -



Date de mise en ligne : samedi 27 mars 2010

---

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

---

# À la communauté internationale

Santiago du Chili, 4 mars 2010

Chers compagnons et amis,

Une catastrophe s'est abattue sur une grande partie du territoire du Chili. Le séisme, de magnitude 8,8 sur l'échelle de Richter, a frappé une région d'environ 600 kilomètres, la zone la plus peuplée du pays, sans oublier des tsunamis sur la zone côtière. La catastrophe a causé la mort ou la disparition de plus de 1 000 personnes. L'étendue du désastre a aussi généré des pertes matérielles énormes au niveau des habitations, des hôpitaux, des écoles et des moyens de transport, dont les ports et les aéroports.

Ce mouvement tellurique a mis en évidence, de manière dramatique, les défauts du modèle de l'État construit à partir de la dictature de Pinochet qui a permis, par exemple, la privatisation des services essentiels tels que la communication, la distribution d'eau potable et d'électricité et la sécurité publique, qui se sont tous effondrés structurellement lors de la catastrophe. Cet effondrement n'est que la conséquence d'un État absent qui a remis les services vitaux d'une population aux mains d'un marché dont l'appât du gain est sans fin et qui a permis la construction de bâtiments, d'autoroutes et de ponts sans les soumettre aux normes de construction antisismiques en vigueur au Chili.

Le Parti communiste du Chili compatit et se solidarise avec les sinistrés qui, pour la plupart, appartiennent aux secteurs les plus défavorisés, et joint ses efforts à ceux de l'organisation populaire pour empêcher les débordements mais aussi pour lui éviter de devenir l'instrument de politiques défavorables au peuple. Le parti met en garde contre une reconstruction qui se ferait au prix d'un dépouillement des travailleurs et des secteurs les plus nécessaires. C'est en unifiant nos efforts à la base, centrés sur les communes, qu'il nous sera possible de faire face à la crise en prenant compte des intérêts de l'immense majorité de la population. L'esprit de notre peuple s'exprime sous des formes diverses de solidarité avec les victimes. Beaucoup d'organisations sociales dont la Centrale unitaire des travailleurs au Chili, mais aussi des organisations étudiantes, de professionnels et d'autres, adoptent des mesures pour que leurs membres participent à cette indispensable chaîne de solidarité. Dans de nombreuses communes, la solidarité entre voisins est formidable ; nous soutenons cette attitude et continuerons d'apporter tout notre soutien en tous lieux.

Le 11 mars, c'est la droite qui constituera le gouvernement. Elle sera dès lors celle à qui incombera la responsabilité principale de reconstruire les infrastructures du pays. Ses membres utilisent déjà la catastrophe naturelle comme excuse pour faillir aux promesses de leur campagne et nous voulons alerter la population que cette droite va chercher à approfondir l'application de ce modèle qui a échoué. Elle va tenter de privatiser les quelques entreprises qui restent sous propriété de l'État, dont Codelco, en prétendant obtenir ainsi plus de ressources pour la reconstruction du pays, sans devoir pour cela avoir recours aux milliards de dollars accumulés par l'État pendant des années grâce au prix élevé du cuivre ni devoir peser sur les grands avantages des transnationales ou de la banque privée, par exemple. Ces fonds privés qui s'élèvent à des milliards de dollars, aujourd'hui déposés à l'extérieur du pays, doivent être investis de manière rationnelle pour répondre aux dégâts du désastre de manière urgente et mettre en place un plan extraordinaire d'investissement.

Comité central

Parti communiste du Chili